



**PRÉFET
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté

**Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02420P0069
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de région,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3
- Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-012 du 6 août 2020 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Madame Sandrine CADIC, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire par intérim ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02420P0069 relative à la réalisation d'un premier boisement de terres agricoles délaissées de 9,3 ha à Saint-Hilaire-de-Court (18) reçue et considérée complète le 8 juillet 2020 ;
- Vu la décision tacite, née le 13 août 2020, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 19 juillet 2020 ;

- Considérant que le projet consiste en un premier boisement de terres agricoles délaissées sur une surface d'environ 9,3 ha sur la commune de Saint-Hilaire-de-Court (18) ;
- Considérant que le boisement sera composé de chênes, de cormiers, d'alisiers, de châtaigniers, de charmes et de faux robiniers ;
- Considérant que le projet relève de la rubrique 47°b) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que l'opération vise à réaliser un boisement entre deux zones boisées déjà existantes dans le but de rétablir des connexions paysagères favorables à la biodiversité ;
- Considérant que certaines essences proposées (Cormier, Alisier) sont rares et utiles pour la faune ;

- Considérant que le projet est localisé dans un secteur ne comportant aucune sensibilité environnementale recensée, et que son emprise n'est concernée par aucune zonage réglementaire ou d'inventaire pour la protection du patrimoine naturel ;
- Considérant qu'il appartiendra au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires durant les phases de travaux et d'exploitation forestière afin de prévenir un éventuel risque de pollution ;
- Considérant qu'au regard de sa nature, de ses caractéristiques et de sa localisation, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé humaine,

Arrête

Article 1^{er}

La décision tacite, née le 13 août 2020, soumettant à évaluation environnementale le premier boisement de terres agricoles délaissées de 9,3 ha à Saint-Hilaire-de-Court (18) est annulée.

Article 2

Le premier boisement de terres agricoles délaissées de 9,3 ha à Saint-Hilaire-de-Court (18) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 4

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 20 AOUT 2020

Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation

La Directrice Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement, par intérim



Sandrine CADIC

Voies et délais de recours

- **décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la Transition écologique

Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

Par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :**

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.